



Neuvic, le 29/04/25

## **Mobilisation des SPIP 19-24 le 06 mai, mais si on donnait enfin la primauté à la réinsertion !**

Depuis la prise de fonction de notre actuel ministre, les annonces tendant à mettre en place une politique pénale pénitentiaire exclusivement sécuritaire se multiplient.

Elles heurtent notre vision du métier de CPIP ainsi que les valeurs qui fondent notre intervention auprès des publics pris en charge.

La mise en place de prisons de haute sécurité, la création d'une cellule d'éloignement des étrangers à la DAP, la création d'une police pénitentiaire et le retour de l'inspection générale de l'AP rapprochent de manière flagrante notre ministère de celui de l'Intérieur.

**Ces orientations dévoient toujours plus nos missions d'insertion et d'accompagnement dans le cadre de l'exécution de la peine.**

Les directives données par le garde des Sceaux depuis plusieurs semaines montrent malheureusement sa volonté de concrétiser ces propositions, qui n'ont donc pas vocation à rester de simples effets d'annonce et confirment le **dérapage sécuritaire de notre ministère.**

Les premières mesures prises sont révélatrices de la dérive en cours : création dans l'urgence et sans concertation nationale des établissements « narcotrafiants » à Vendin-le-Vieil et Condé sur Sarthes, directives en février dernier conduisant à la suspension et/ou à l'annulation de 150 activités en détention suite à la polémique sur les activités « ludiques », circulaire fin mars spécifique à la prise en charge des personnes détenues de nationalité étrangère visant à mettre en œuvre leur expulsion systématique, dans l'objectif affiché de lutter contre la surpopulation carcérale, construction à la hâte de prisons modulaires pour les mesures de semi-liberté ou les courtes peines, au lieu de favoriser les prises en charge en milieu ouvert, création d'officiers de probation etc..

Le contrôle et l'enfermement seraient ainsi les seuls moyens d'action valables aux yeux de notre ministre.

**Nous déplorons ce populisme pénal répressif, qui passe totalement sous silence l'existence et l'importance des missions de réinsertion du SPIP et de l'accompagnement socio-éducatif** mis en place auprès du public, notamment dans le cadre de la prévention de la récidive et de la protection de la société.

En attestent la baisse des budgets alloués aux SPIP (700 000° de moins pour les budgets d'insertion), tout comme l'indigence des recrutements de personnels au sein des SPIP, tous corps confondus.

Les orientations sécuritaires du ministère impactent directement les orientations budgétaires.

Elles sont en effet la cause de l'absence de recrutement en SPIP depuis trois ans.

Face à la gravité de ces attaques inédites à notre identité professionnelle, **la CGT IP du SPIP de la Dordogne et de la Corrèze a décidé de rejoindre la mobilisation nationale** et a d'ores et déjà acté les modalités d'action suivantes :

- **l'organisation d'une journée « SPIP mort » le 06/05/2025 au SPIP d'Uzerche, décidée par l'ensemble des agents de l'antenne réunis en AG:** absence de convocation, non traitement des appels téléphoniques, pas de transmission de rapports aux magistrats, introduction de la phrase au sein des mails « le SPIP d'Uzerche est mobilisé ce 6 mai 2025 pour défendre ses moyens et ses missions. Contre l'abandon de la filière insertion et probation, contre le populisme pénal actuel et les orientations uniquement sécuritaires, arrêtons de galvauder les missions du SPIP".
- **Envoi d'un courrier de sensibilisation sur cette problématique aux députés élus dans les circonscriptions de la Dordogne, ainsi que demande d'audience** (une audience avec un député élu sous l'étiquette NFP est actuellement en cours de finalisation), dans le but qu'ils interpellent le ministre de la justice à ce sujet.

La priorisation du tout-sécuritaire par notre ministère conduit dans le même temps à priver nos services des moyens humains et matériels permettant une prise en charge de qualité de nos usagers. **Cette inflexion démontre un mépris manifeste de nos missions quotidiennes et de notre engagement professionnel.**

Nous resterons mobilisés jusqu'à ce que **l'importance de la réinsertion soit enfin reconnue** à sa juste valeur!

**La CGT IP de la Dordogne et de la Corrèze.**